

24 avril 2005

Pour une campagne sur la grève générale initiée par l'UFP



1. La conjoncture politique québécoise impose en effet la nécessité d'une campagne politique sur le thème de la grève générale (voir mon texte « Pour une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble cet automne »).
2. Le budget Libéral, si droitier particulièrement anti-pauvre et anti-écologique soit-il, le démontre encore une fois en évitant de provoquer les directions syndicales dont on ne veut pas qu'elles construisent un front commun réellement existant. La critique syndicale modérée du budget s'explique par le renoncement aux drastiques baisses d'impôt des particuliers — même s'il y a baisse — l'augmentation de l'impôt sur les profits des entreprises — plus que neutralisée il est vrai par la diminution de l'impôt sur le capital et autres subventions — les faveurs aux Fonds d'investissement syndicaux et, pour la première fois, la constitution de provisions pour les règlements salariaux — il est vrai insuffisantes.
3. Cette campagne politique est nécessaire à la construction qualitative et quantitative de l'UFP à la fois pour la positionner dans la conjoncture comme un initiateur politique, et non pas seulement comme un comité d'appui aux luttes sociales, et de fournir un cadre stimulant pour le recrutement et le financement. Elle est surtout nécessaire pour faire de l'UFP, avec ou sans OC, un parti de gauche et non de centre-gauche.
4. Le problème de fond de l'UFP est que la direction veut en faire un parti électoraliste social-libéral et souverainiste-s'il-le-faut qui ait l'imprimatur des directions syndicales. Aux directions syndicales et populaires, « la rue », à OC/UFP, les « urnes ».
5. Côté orientation politique, pour y arriver la direction se démarque certes du PQ qu'il faut que les directions syndicales rejettent afin de choisir OC/UFP mais aussi elle liquide la plate-forme de l'UFP jugée trop radicale tant par les directions syndicales que par les directions populaires au sein d'OC pour lui substituer d'élastiques « principes directeurs » sujets à toutes les interprétations.
6. Côté organisationnel, la direction de l'UFP veut éliminer toute activité du parti qui sorte du cadre électoraliste, tel campagnes politiques et contacts avec des partis antinéo-libéraux et anticapitalistes canadiens et européens, quitte à être carrément antidémocratique en boycottant les résolutions du Conseil de l'Union qui vont dans ce sens.

7. Côté vie interne, la direction de l'UFP veut neutraliser les entités politiques et les individus qui s'opposent à son orientation et qui maintiennent l'orientation fondatrice de l'UFP comme parti démocratique et pluraliste des urnes et de la rue en rupture avec les trois partis néolibéraux. Elle profite de toutes les occasions pour les inciter à rentrer dans le rang au nom du ralliement. À défaut, des mesures administratives sont à prévoir.
8. Pour un membre de l'UFP, contribuer à initier une campagne politique votée par le CU en dehors des cadres de l'UFP c'est non seulement faire le jeu de la direction de l'UFP mais c'est aussi se mettre en dehors de l'UFP en tant que militant. Paradoxalement, c'est aussi se rendre vulnérable à la critique de cette direction qui pourrait accuser ces militants d'inconséquence, surtout s'ils ont contribué à faire voter ces campagnes.
9. Pour initier une campagne politique, il est nécessaire de construire une organisation. Cette organisation aurait nécessairement un caractère politique puisqu'elle serait construite sur la base d'une orientation politique et même possiblement de propositions revendicatives et de méthodes organisationnelles. Dans les faits, il faudrait construire une nouvelle organisation politico-sociale qui serait une alternative « de la rue » à l'UFP/OC et donc qui la conforterait par défaut dans son orientation électoraliste.
10. S'il n'y avait aucun espace dans l'UFP pour initier une campagne politique il serait tout à fait justifier de l'initier à l'extérieur. Tel n'est pas le cas même si la direction, en boycottant les campagnes votées, rend la tâche plus difficile. Ce serait abandonner la lutte entreprise depuis le début des années 90 pour un parti de gauche indépendantiste qui soit de masse, lutte qui a fait des pas très significatifs — l'effort le plus important depuis 60 ans — malgré l'actuel goulot d'étranglement.
11. L'argument de pouvoir ratisser plus large en initiant cette campagne en dehors du cadre de l'UFP ne tient pas la route comme le démontre le succès de la rencontre bilan/perspective sur la lutte étudiante faite par l'UFP-Université Laval. Au contraire, la notoriété de l'UFP sert de point d'ancrage et de garanti de sérieux ce qui ne serait pas le cas pour un groupe ad hoc. Rien n'empêche le comité de campagne de l'UFP d'être ouvert aux non-membres, au contraire.
12. Ainsi construisons-nous l'UFP/(OC?) dans la rue, ce qui nous renforcera dans les urnes et vice-versa, espérons-le car il n'y a rien d'automatique. Il faut à la fois construire l'UFP et y mener une lutte interne pour qu'elle soit ce parti antinéolibéral, indépendantiste, féministe, écologiste et internationaliste de par sa plate-forme, ses campagnes politiques, ses liaisons internationales et sa vie interne.

Marc Bonhomme, 24 avril 2005